



HAL
open science

Modalités et enjeux des politisations ouvrières aux XIXe et XXe siècles

Michel Pigenet

► **To cite this version:**

Michel Pigenet. Modalités et enjeux des politisations ouvrières aux XIXe et XXe siècles. Cahier / Comité d'histoire des administrations chargées du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, 2011, 14, pp.64-71. halshs-00779838

HAL Id: halshs-00779838

<https://shs.hal.science/halshs-00779838>

Submitted on 22 Jan 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Modalités et enjeux des politisations ouvrières aux XIXe et XXe siècles

Michel Pigenet

Centre d'histoire sociale du XXe siècle (Paris I/CNRS)

La politisation ouvrière ? Du temps de mes premiers contacts, dans les années 1970, avec mon terrain de thèse¹, où le PCF recueillait plus de 30 % des suffrages, nombre d'ouvriers que j'interrogeais sur leur opinion politique en appelaient, amusés, à un héritage familial : « Mon père disait : 'vote rouge, mon gars, ils auront bien le temps de blanchir !' ». Indice d'ancrage d'une sensibilité vieille de plus d'un siècle, la réponse témoignait simultanément d'une radicalité populaire dont le fatalisme teinté d'ironie affichait un quant à soi distant envers toute étiquette partisane jugée versatile. Attentifs aux bons résultats électoraux, les militants s'en accommodaient, mais, agacés, évitaient d'en faire un mot d'ordre. Approximation pour approximation, leur préférence allait à cette autre explication de vote, plus positive et à tonalité de classe : « voter ouvrier » que complétait parfois la reconnaissance de ce que le Parti communiste était « pour l'ouvrier ».

En ce début du XXIe siècle, la déroute des certitudes, des projets, des modèles d'organisation ayant longtemps structuré le « mouvement ouvrier » et le triomphe concomitant d'un capitalisme débridé, invitent à repenser les modalités de la relation établie entre le groupe ouvrier (la classe ?) et la sphère du politique.

Position du problème et perspectives

Politisation ?

Une définition élémentaire et préalable du champ politique l'associe à tout ce qui se rapporte au(x) pouvoir(s). Dans cette optique, la « politisation » - vocable dont la première occurrence remonterait à 1949 – recouvre le processus d'acceptation du politique - au sens des normes, appareils et lieux d'exercice du pouvoir – et d'implication dans la politique – procédures d'accès, d'exercice et de contrôle du pouvoir -, fût-ce pour les contester.

¹ Michel Pigenet, *Les ouvriers du Cher (fin XVIIIe siècle-1914). Travail, espace et conscience sociale*, Paris, ICGTHS, 1990.

Rien que moins que linéaire, le processus apparaît historiquement scandé de phases d'accélération et de cristallisation - révolutions, Libération, mouvements sociaux du type 1936, 1968 - où tout, soudain, devient « politique » et de périodes de déconstruction-recomposition pendant lesquelles, par la force de la répression ou sous l'effet de l'épuisement d'anciennes configurations sociopolitiques, la vie semble se « passer ailleurs ». S'agissant des milieux ouvriers, l'intérêt du questionnement découle de ce que les groupes considérés sont parmi les plus éloignés des valeurs et procédures de la politique institutionnelle.

Préalables épistémologiques et débat historiographique

On sait que l'étude de catégories dominées, ouvriers ou autres, doit se défier d'une vulgate à deux faces : l'une, noire, portée à ne retenir que l'infériorité, soit, au gré des groupes, la misère, l'exploitation, la ségrégation, sinon la barbarie ; l'autre, dorée, tentée de valoriser la résistance avec ses héros, sa force, sa détermination, sa cohésion. S'agissant des études savantes, Claude Grignon et Jean-Claude Passeron² identifient trois grandes familles d'analyse : le relativisme culturel, sur le modèle de l'ouvriérisme ; le légitimisme ou réalisme sociologique développé à la suite de Max Weber ; le racisme de classe. N'en doutons pas, traiter des ouvriers participe rarement d'enjeux strictement scientifiques, mais relève aussi du positionnement social des intellectuels. « Parler de culture populaire, remarquait Pierre Bourdieu, c'est parler politique ».

Il n'importe pas moins d'être averti du biais historiographique que constitue l'héritage laissé par l'évaluation durable de la politisation ouvrière à l'aune exclusive du mouvement dit « ouvrier ». Des travaux ont montré le caractère abusif de l'équivalence établie entre politisation et aspiration à l'émancipation, contestation sociale et ancrage à gauche, comme d'un apolitisme synonyme de passivité, de soumission et d'allégeance envers la droite. De fait, le conservatisme a aussi procédé de choix opérés, y compris par des ouvriers, en pleine connaissance de cause.

Ceci posé, la politisation des milieux populaires a suscité un large débat qu'il serait réducteur d'aborder en termes de clivages irréductibles quand ils témoignent surtout du cheminement de la problématique. Pour aller vite, les adeptes d'une vision batailleuse de l'historiographie opposent volontiers les tenants d'une « descente » de la politique des élites et lettrés vers les classes populaires et ouvrières, un peu à la manière dont Lénine affirmait

² Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, *Le savant et le populaire*, Paris, EHESS-Gallimard-Seuil, 1989.

que la prise de conscience de classe ouvrière ne pouvait venir que de « l'extérieur » de la classe. Les travaux pionniers de Maurice Agulhon³ et de Philippe Vigier⁴ sur la Seconde République et les premières expériences du suffrage universel iraient en ce sens par l'attention portée aux phénomènes d'acculturation. A l'inverse, des auteurs postérieurs, à l'exemple de Peter Mac Phee⁵, ont davantage insisté les usages protestataires et dissidents des ressources de la politique par des communautés habiles à inscrire la défense et l'expression de leurs intérêts propres dans le cadre des débats nationaux du politique. D'autres, avec Alain Corbin⁶, ont souligné la place des imaginaires sociaux, de l'anthropologique et des sensibilités dans les mécanismes de réinterprétation des schémas, thèmes et discours politique par classes populaires.

Pour une part non négligeable, ces écarts d'interprétation renvoient aux terrains étudiés qu'aux périodes historiographiques d'investigation, ils sont aussi affaire de sources. On ne dira jamais l'importance des archives judiciaires dans l'accès à la parole, recueillie au plus près des « silencieux » de l'histoire, de leurs activités et lieux quotidiens d'existence, des cadres et moments élémentaires de sociabilités, de manifestations de croyances et de représentations du monde.

La politique ouvrière, matrice de politisation

Identification d'une « politique ouvrière »

Attentes ouvrières ?

La question de la domination, catégorie commune du « politique » et du « social », soulève celle de ses formes, du consentement qu'elle suppose, de l'échange, inégal, mais réel, établi entre dominants et dominés, et des ressources dont disposent les seconds. De ce point de vue, la légitimité du pouvoir politique et, par suite, ses relations avec les ouvriers, découle de la capacité des autorités à prendre en compte leurs attentes. Ces dernières procèdent de deux grandes préoccupations dont le respect se vérifie dans l'ordinaire du quotidien :

³ Maurice Agulhon, *La République au village*, Paris, Seuil, 1979.

⁴ Philippe Vigier, *La Seconde République dans la région alpine. Etude politique et sociale*, Paris, PUF, 1963.

⁵ Peter Mac Phee, *Les semailles de la République dans les Pyrénées-Orientales, 1846-1852 : classes sociales, culture et politique*, Perpignan, Editions de l'Olivier, 1995.

⁶ Alain Corbin, *Historien du sensible*, Paris, La Découverte, 2000.

* la sécurité-efficacité considérée sous l'angle de la sûreté vis-à-vis de la délinquance ou de la criminalité, de la protection sociale au sens large et de l'efficacité administrative ;

* la justice, laquelle touche aux fondements éthiques d'un pouvoir exercé au nom du « bien commun », du « bon droit », de « l'équité », de « l'intérêt général », etc.

Reconnaissance d'une politique ouvrière

Par-delà le registre des attitudes possibles – ralliement, acceptation, soumission, dissidence, rejet... - et dans le sillage des travaux d'Eric Hobsbawm sur les « primitifs de la révolte », les historiens ont discerné les principaux traits d'une « politique populaire » que l'on pourrait tout aussi bien qualifier d'« ouvrière ». Parfois définie par son « archaïsme » ou son caractère « infra-politique », il arrive qu'on la présente comme relevant davantage du réflexe biologique que d'une pensée politique. Toujours est-il qu'« obnubilée » par les impératifs de l'existence⁷, forgée dans l'expérience des solidarités élémentaires et l'immédiateté des rapports de domination, elle semble inapte à concourir à la formation d'une conscience des enjeux et cadres du politique. Les valeurs qu'elle mobilise et les pratiques, locales et collectives, qu'elle promeut ne revêtent pas moins une dimension politique dans leur manière même de contourner, voire de subvertir, la politique instituée imprégnée de juridisme, portée à l'abstraction et à l'affirmation d'opinions individuelles.

La « politique ouvrière » participe encore d'une intervention dont les ressorts demeurent la quotidienneté, la proximité, l'immédiateté, l'égalitarisme, elle s'accorde à l'éthique populaire du « faire », justifiant les qualificatifs éloquentes de politique « exécutive » « directe » ou en « actes »⁸. Elle entretient la défiance envers les politiciens et la politique, à laquelle on déclare volontiers « ne rien comprendre ». Ce qui ne signifie pas indifférence à l'égard des affaires publiques.

Le social, la politique et la République

⁷ Roger Dupuy, *La Politique du peuple. Racines, permanences et ambiguïtés du populisme*, Paris, Albin Michel, 2002.

⁸ Michel Verret, *La culture ouvrière*, Paris, ACL Editions, 1988.

Evoquer le rapport des ouvriers à la politique nécessite de revenir aux sources du compromis sociopolitique qui, forgé sous la Révolution française, fut au fondement du combat républicain dont l'issue victorieuse reposa largement sur la mobilisation populaire qu'il fallut bien payer en retour, au moins de mots. En foi de quoi la République désigne, en France, un type de régime, des valeurs et des aspirations au nombre desquelles la justice sociale et le bonheur figurent en bonne place, fût-ce à titre de promesse, tandis que le clivage gauche-droite se joue en partie sur la double attente populaire de progrès social et de sécurité.

L'éloignement définitif de l'Ancien Régime passa toutefois par la défense de la petite propriété, en premier lieu paysanne, mais tout autant artisanale ou commerciale, gage d'indépendance et d'exercice effectif de la citoyenneté. L'affaire n'allait pas de soi, on le comprend, pour les ouvriers que leur statut de prolétaires contraignait à subir l'exploitation de leur force de travail. Les républicains buteront ainsi sur une « question sociale » dont l'amorce de résolution réclamait une législation protectrice que son coût fiscal retardera longtemps car il aurait surtout reposé sur les classes moyennes. Reste que, des « démo-socs » de 1849⁹ aux « partis ouvriers » de la fin du XIXe siècle, une large partie de la gauche française s'est définie et affirmée par la double volonté de « sociologisation » des faits politiques et de « politisation » des problèmes sociaux.

Travail et politique

Le travail, comme rapport social, a à voir avec la « politique ouvrière ». Au premier chef parce que le travail est à la fois un moment et un lieu d'exercice de pouvoirs, celui des employeurs, dont les salariés, spécifie le code du travail, sont les subordonnés. Subordination qu'enregistrent et accentuent les règlements unilatéraux d'atelier, et que fait respecter une hiérarchie quelquefois directement inspirée du modèle militaire. Subordination que mettent en œuvre, quasi physiquement, les machines dont la technicité ne saurait occulter le rapport social qui préside à leurs usages. « Pour nous, confie un industriel parisien confronté à l'insubordination des 'sublimes', il n'y a rien de moralisateur comme une machine »¹⁰.

Mais le travail demeure aussi, avec la famille, l'un des rares cadres et contextes où les ouvriers détiennent une parcelle de pouvoir. D'abord, dans l'acte même du faire et de l'agir,

⁹ En 1849, les « démocrates socialistes » obtiennent un relatif succès aux élections du 13 mai : ils totalisent près de 2 millions de voix. Avec près de 40 % dans une quarantaine de départements, ils comptent environ 180 députés sur 713 sièges pourvus. Cette percée inattendue, notamment dans les zones rurales, inquiète beaucoup le « parti de l'Ordre », fort de 3,3 millions de voix et près de 500 députés.

¹⁰ Denis Poulot, *Question sociale. Le Sublime ou le travailleur parisien tel qu'il est en 1870, et ce qu'il peut être*, Paris, 1870, rééd. Maspéro, 1980.

comme expérience du sujet de son pouvoir sur lui-même et son environnement. Là s'expérimente, encore, la conquête d'autonomie, tant collective et qu'individuelle, jusque dans les ateliers les plus rationalisés, d'appropriation de temps, d'espaces, de produits – perruques -, de maîtrise des gestes, de ce « quant à soi » (*eigensinn*) du quotidien dont Alf Lüdtké a montré la signification politique pour les dominés¹¹. C'est à travers ces expériences qu'émergera l'idée d'une émancipation élargie du travail, base d'une réorganisation de la société, par l'association, idéal d'un « socialisme fédératif des métiers »¹² aux multiples visages, en rupture avec les formes instituées de la République, mais inséparable de ses principes égalitaires.

Modalités ou les espaces-temps de la politisation ouvrière

Entre échelon local et cadre national

On l'a dit, l'échelon local, celui des villages, des quartiers, des ateliers et des chantiers... est l'échelon-clé de la politique populaire et ouvrière où se construisent les ancrages et identités élémentaires. Là se constate la puissance du nombre et s'éprouvent les rapports de forces, longtemps impensables à d'autres niveaux, terrain privilégié d'accès à l'exercice d'un pouvoir politique « ouvrier », de réalisations municipales « socialistes » et « ouvrières ». Sur cette voie, le risque existe d'enfermement localiste, contradictoire avec une « politisation » synonyme de désenclavement des consciences et de « nationalisation » auxquels travaillera le « mouvement ouvrier », résolu, bon gré mal gré, selon ses composantes, à user au mieux des ressources de la République et d'y disposer de points d'appui, d'interlocuteurs, de procédures reconnues de concertation et d'action. Ce que réalisera l'Etat social, stade suprême d'un Etat-nation dont les formes, ambitions et contours seront, pour partie, la conséquence de l'intervention ouvrière organisée.

Deux moments de la politisation ouvrière

Au tournant des 19^e et 20^e siècles : l'alternative syndicaliste

¹¹ Alf Lüdtké, *Des Ouvriers dans l'Allemagne du XX^e siècle : le quotidien des dictatures*, Paris, L'Harmattan, 2000.

¹² Bernard H. Moss, *Aux origines du mouvement ouvrier français. Le socialisme des ouvriers de métier, 1830-1914*, Besançon, Annales littéraires de l'Université de Besançon-Les Belles Lettres, 1985.

La nouveauté réside, alors, dans l'émergence du syndicalisme révolutionnaire, fondement d'un pansyndicalisme qui, strictement orienté vers le « terrain économique », confie au syndicat le rôle exclusif de satisfaire les attentes immédiates et plus générales des travailleurs, acteurs directs de leur émancipation. Les fragments de ce « syndicalisme », irréductible à l'aile qui s'en réclame avec le plus de netteté, se retrouvent, peu ou prou, dans l'ensemble de la CGT. Là se situe la clé de la large majorité réunie, en 1906, à Amiens, autour de ce qui sera plus tard qualifié de « charte ». Moment important dans l'affirmation d'un fonds commun de principes, la charte généralise les acquis de décennies de pratiques.

Qu'en est-il, à cette date, du poids des ouvriers dans la société française ? Sociologiquement, les données disponibles témoignent d'un certain flou à la mesure du brouillage des statuts sociaux. Songeons qu'en 1906, après plus de vingt ans de seconde industrialisation la France compte, pour un total de 20,4 millions d'actifs, quelque 7,3 millions d'ouvriers. S'ils rendent compte d'une certaine réalité sociale, les agrégats statistiques masquent toutefois l'hétérogénéité du groupe ouvrier dont l'omniprésence nuit paradoxalement à la visibilité de la classe. Ainsi les 2,7 à 3 millions de salariés agricoles, ne sont-ils pas loin de peser autant que leurs 3,4 millions « camarades » de l'industrie. Précisons que l'industrie en question inclut les ateliers artisanaux où travaillent près du tiers – 32 % - des ouvriers du secteur. Que penser, encore, des centaines de milliers de travailleurs à domicile ? Les 8 millions d'actifs indépendants et d'employeurs donnent la mesure de l'extrême volatilité et porosité d'une condition salariale qui ne dure parfois que le temps d'une saison, dans la fréquente polyvalence des activités, l'alternance des statuts, voire les migrations.

L'ubiquité ouvrière est rarement synonyme de séparation sociale d'avec les classes populaires qu'elle contribue à structurer en s'y diluant. La seconde industrialisation consécutive aux innovations qu'introduisent, à compter des années 1880, l'électricité, le moteur à explosion, l'acier et la chimie bouleverse, certes, les volumes, les rythmes et les équilibres antérieurs. Le mouvement est loin d'avoir donné toute sa mesure en 1906, mais ses effets sont déjà perceptibles. Le recul de l'autonomie des compagnons modifie en profondeur la distribution et l'exercice du pouvoir dans les ateliers au profit des agents de la direction qui commandent directement les manœuvres et les ouvriers « spécialisés » dorénavant plus nombreux. Le rapport des forces s'en ressent et, avec lui, les stratégies et les projets de défense ou de transformation sociale. Face au patronat, l'élite ouvrière déstabilisée, voire en déclin, ne peut plus compter sur ses seules ressources, mais doit se tourner vers les gros bataillons de travailleurs ordinaires, entendre leurs doléances et leurs aspirations. Outre

l'attention portée aux revendications des différentes composantes ouvrières qu'il importe d'organiser sur le modèle des syndicats « d'industrie », le ralliement aux principes de l'action directe et de la grève générale offre au syndicalisme les références pratiques et doctrinales en mesure de sceller l'alliance recherchée¹³. Malgré l'évidente complexité de fonctionnement des grandes entreprises modernes, le vieil idéal associationniste continue d'animer les militants issus, pour l'essentiel, des groupes les plus qualifiés. A défaut de s'attarder sur le devenir de la division du travail, la perspective d'une émancipation intégrale et rapide séduit, en revanche, la masse des prolétaires. Problème politique, s'il en est.

La démarche des « socialistes » de diverses obédiences s'inscrit, elle, dans le prolongement des luttes politiques antérieures. Le suffrage universel aidant, les batailles électorales et la possibilité de succès locaux renforcent la pente institutionnelle de partis socialistes dont l'intégration au système est facilitée par la profondeur de leurs racines et fidélités républicaines. De larges pans de l'électorat ouvrier ratifient, de fait, une évolution conforme à cette part de leur culture politique construite au fil de décennies de combats pour la démocratie et la République. Il n'empêche, les socialistes de l'époque peinent à concilier l'ambition de construction d'un parti de classe et les exigences d'efficacité électorale et parlementaire. Ce qui a pour effet de reproduire au sein de la SFIO les modes de sélection en vigueur dans les autres formations et de paraître confirmer « l'incapacité politique » d'une classe ouvrière pourtant précocement sollicitée et active dans les luttes politiques, mais tenue à distance de l'exercice du pouvoir¹⁴. Et négligée dans les réalisations de celui-ci.

Face à ce « paradoxe français », l'option syndicaliste, telle qu'elle s'affirme dans la charte d'Amiens, se pose en alternative aux impasses inhérentes à la subordination ouvrière dans le cadre de la politique instituée. Par-là, le syndicalisme esquisse la théorie et les pratiques d'une « politique ouvrière ». Sa négation radicale des formes dominantes et dominatrices de « la » politique participe d'une conception inédite « du » politique en adéquation avec la culture et l'expérience des ouvriers français. A l'usage, l'imprégnation républicaine s'avérera résistante au principe de rupture de la démarche syndicaliste. La construction de l'Etat social et l'irruption du communisme vont bientôt concourir à modifier la donne.

Le rapport au communisme aux temps de la guerre froide et des 30 Glorieuses

¹³ Michael Hanagan, *The logic of solidarity: artisans and industrial workers in three French towns, 1871-1914*, Urbana, University of Illinois Press, 1979.

¹⁴ Jacques Julliard, *Autonomie ouvrière. Etudes sur le syndicalisme d'action directe*, Paris, Gallimard, 1988.

Les ruptures traumatisantes de 1947-1948, vécues comme une mise au ban des institutions, n'ont pas entamé la place acquise par les ouvriers dans la société sous le Front populaire, puis dans la nation au prix des sacrifices consentis pour la Libération et la Reconstruction.

Les « ouvriers » ? Le vocabulaire de l'époque évoque plus volontiers la « classe ouvrière ». L'ouvriérisme assumé du PCF, perceptible dans le choix de ses élus, comme de ses dirigeants, légitime une représentation inédite des intérêts et valeurs du monde du travail. Celui-ci, en dépit d'une certaine érosion et du décrochage de 1958, le lui rend bien en ressources militantes et influence électorale. Saluée, déplorée ou redoutée, en pleine guerre froide, cette sorte d'alliance en impose. A partir de présupposés différents, démocrates chrétiens et gaullistes estiment d'ailleurs indispensable de s'adresser à la classe qu'ils affirment vouloir sortir de sa condition par d'autres voies que la révolution... Les statistiques confirment la visibilité du groupe sur la scène sociale et politique. En 1976, encore, l'identité ouvrière semble assez cohérente, satisfaisante, voire valorisante, pour que 40 % des Français revendiquent leur « appartenance à la classe ouvrière ». Sans épouser les contours de ces représentations, les 8,5 millions d'ouvriers recensés en 1975, soit 39,4 % des actifs, constituent, de loin, le principal groupe social. La proximité des ordres de grandeur est cependant trompeuse. Si la condition ouvrière se définit à la fois par l'exercice d'un travail d'exécution, la dépossession et l'infériorité économiques, les combats et les acquis de la classe, pour ne rien dire des projets esquissés en son nom, la dotent d'une renommée séduisante et synonyme de solidarité efficace aux yeux de bien des « petits », qu'ils soient paysans, artisans, fonctionnaires ou employés. Quoi de commun, pourtant, entre un typographe parisien, un fondeur lorrain, un ajusteur du Mans, une OS caennaise de Moulinex, un docker de Marseille, un manœuvre algérien du bâtiment et un ouvrier agricole de la Beauce ?

L'expansion sans précédent enclenchée depuis le milieu des années 1950 n'efface pas les lignes internes de clivage. La branche, le métier, le type d'entreprise, la qualification, l'âge, le sexe, le territoire et l'origine entretiennent une segmentation récurrente. Sur fond d'extension de la production de masse standardisée, le recul des manœuvres est occulté par la forte progression des ouvriers spécialisés. Les fonctions d'encadrement, de conception, de mise au point et d'entretien développent aussi le pôle qualifié de l'emploi usinier : agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs de fabrication... Au terme du cycle d'ouvriérisme de la

société française amorcé trois décennies plus tôt, la classe, stabilisée dans ses branches, ses entreprises, ses territoires et ses représentations, recrute d'abord dans ses rangs¹⁵.

Dès ce moment, toutefois, la pénurie de bras et la « décentralisation » industrielle gonflent ses rangs de nouveaux venus : femmes, ruraux prolétarisés, immigrés. Tous concourent au rajeunissement des ateliers et des chantiers. A la veille des événements de 1968, un ouvrier sur quatre a moins de 25 ans. Le mai-juin des usines en porte la marque. En réalité, les jeunes sont le vecteur de mutations profondes dans le sillage combiné de la croissance, du plein emploi et de mobilisations syndicales gênées par la division, mais dont les usines donnent toujours le tempo (poussées de 1950, 1955, 1963, 1968). Il semble alors acquis que l'audience du PCF va de pair avec la densité d'ouvriers dont de savants calculs concluent qu'une majorité relative vote communiste depuis la Libération : 49 % en 1951, 33 % en 1978... Beaucoup, donc, mais pas tous, ni partout et toujours, ainsi que le rappellent ces fluctuations et des disparités révélatrices de faiblesses persistantes du Centre-Est et d'Alsace.

L'arrimage à gauche paraît tout aussi flagrant, sinon quasi naturel, renforcé par la dynamique d'union après la signature, en 1972, du Programme commun et la perspective d'une victoire électorale nationale. En 1981, la gauche rassemble 70 % des voix ouvrières. Le décrochage ultérieur n'en sera que plus brutal et plus douloureux pour le système sociopolitique communiste, bientôt décrédibilisé au feu de la crise sociale, de la désagrégation des solidarités et références d'antan. Sur la défensive, le mouvement social, y compris ses composantes radicales pour partie renouvelées, traversera mieux l'épreuve au prix d'un découplage durable des rythmes, attentes et ambitions du social d'avec ceux du politique. Ce qu'enregistre la montée d'une abstention aux effets de « cens caché » à mesure que la gauche de gouvernement laisse en déshérence son ancien volontarisme politique par crainte de contrevenir à d'intouchables « lois » du marché, fragilisant du même coup les registres traditionnels de la politisation ouvrière et populaire.

Ce dernier point mérite que l'on s'y attarde, sous peine de ne rien comprendre, par-delà la sociohistoire du communisme français, à l'histoire longue de la relation singulière, en France, du social et du politique. L'originalité du PCF aura été de se doter des moyens de son projet révolutionnaire par la difficile instauration, sous la férule de Moscou, de cadres d'organisation, de procédures de sélection interne et d'interventions publiques propres à élever l'illégitimité sociale et culturelle des travailleurs en critère de légitimation politique. Par quoi, non sans déboires et hésitations, nombre des manifestations de la politique

¹⁵ Gérard Noiriel, *Les Ouvriers dans la société française, XIXe-XXe siècles*, Paris, Seuil, 1986, rééd. 2002.

communiste devinrent compatibles, jusqu'à paraître s'y confondre, avec celles de la politique ouvrière et populaire que les dynamiques de 1934-1936 intégrèrent dans une sphère instituée, elle-même en mutation.

Dans cette perspective, le moindre des apports historiques du PCF n'a pas été d'avoir rendu la politique populaire. Ou si l'on préfère, d'avoir permis aux catégories populaires les plus éloignées des lieux et normes du pouvoir d'y être entendues, parce que craintes, mais, plus encore, d'avoir puisé dans les ressources de la politique populaire les modalités d'une possible transition du gouvernement des hommes vers l'administration des choses, cette autre perspective du communisme. Pour un temps ? Sans préjuger des suites d'une histoire ouverte, constatons qu'il excella dans ce rôle aux grandes heures de l'Etat social, soit une période allant des mobilisations des années 1930 à celles des années 1968, à la faveur des liens noués lors des victoires du Front populaire, des sacrifices et des acquis de la Libération, puis des replis de la guerre froide. Ni premier ni seul acteur d'un processus qui, ailleurs, usa de vecteurs différents, il confirma ainsi sa fierté de ne « pas être un parti comme les autres ».